



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-RP
DDPP-SPE-IG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2026-22,
imposant des prescriptions complémentaires,
à la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS,
pour l'installation exploitée,
Rue de Hongrie, Aéroport Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GOODMAN dans son établissement situé Rue de Hongrie, Aéroport Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU, modifié pour la dernière fois le 13 septembre 2024 ;

VU l'arrêt ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU le courrier de la direction départementale de la protection des populations du 7 juin 2024 accusant réception de la déclaration de changement d'exploitant de la société GOODMAN au profit de la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS formulée par courrier du 28 février 2024 ;

VU le dossier de porter à connaissance du 24 novembre 2025 (RHAP250577-V1 – novembre 2025) de la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS portant sur :

- la modification de la résistance au feu de la toiture des bureaux impliquant une demande d'aménagement du point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et la modification de l'article 9.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 ,
- la création d'une aire de stockage de palettes vides en plein air, d'un volume de 189 m³,

Vu le courriel du 17 avril 2025 du Service Départemental-Métropolitain d'Incendie de Secours ;

VU le rapport du 8 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable en date du 15 janvier 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le courrier du 19 janvier 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 5 février 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT que le Service Départemental-Métropolitain d'Incendie de Secours considère la modification de la toiture des bureaux acceptable sur la base de la solution proposée par l'exploitant qui garantit un niveau de sécurité, *a minima*, équivalent à la réglementation qui s'applique aux ERP ;

CONSIDÉRANT que pour permettre la modification de la toiture des bureaux, le point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 doit être aménagé et l'article 9.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 doit être modifié en conséquence ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande l'aménagement d'une prescription de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'aire de stockage de palettes en plein air n'est pas susceptible de générer en cas d'incendie des flux thermiques ($> 3\text{kW/m}^2$) hors du site, ni d'effet domino sur les autres installations du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a pris des dispositions pour retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie pouvant survenir au niveau de l'aire de stockage de palettes ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'exploitant ne modifient pas la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'exploitant ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'elles ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

A l'article 9.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 susvisé, la phrase « *Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2)* »

est remplacée par la phrase suivante :

« En aménagement du point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, ils sont également isolés :

- par un plafond au moins REI 120, à l'exception des ouvertures (lanterneaux de désenfumage, puits de lumière, traversées de gaines de ventilation) pour les bureaux et locaux sociaux aménagés dans la partie Est du bâtiment. Dans ce cas une bande de 8 mètres sans traversée de toiture est maintenue sur la partie mitoyenne avec l'entrepôt,

- et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120° C (classe de durabilité C2).

ARTICLE 2

L'aire de stockage de palettes en plein air, d'un volume de 189 m³ maximum est matérialisée par un marquage au sol.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU fera connaître par procès verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (AMAZON FRANCE LOGISTIQUES SAS - 67 Boulevard du Général Leclerc 92 110 CLICHY), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS.